



Les Écologistes
HAUTS-DE-FRANCE

COMMUNIQUE DE PRESSE

LES ÉCOLOGISTES
HAUTS-DE-FRANCE



@EcologistesHDF

Le 29 octobre 2024

Financement des transports pour les lycéens dans le Valenciennois : stop au désengagement de la Région Hauts-de-France !

C'est par le biais de la presse que le grand public et les élus régionaux ont appris que la Région Hauts-de-France retirait sa participation forfaitaire au financement du transport scolaire des lycées dans le Valenciennois. Cette décision va avoir des conséquences directes pour le Syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du valenciennois (SIMOUV) qui doit trouver 1,2 millions de recettes supplémentaires dès ce mois de décembre. Par ricochet, le Pass & Go, l'abonnement Transvilles réservé aux jeunes de moins de 25 ans résidant dans les 82 communes du Valenciennois qui offre la gratuité sur le réseau de Bus, de Tramway et de TER, risque d'être impacté. Comment, en effet, imaginer que le versement mobilité sera suffisant pour compenser la désertion de la Région Hauts-de-France au niveau du financement des transports des lycéens ? Par ailleurs, qu'en est-il de la gratuité pour les lycéens sur le périmètre TER dépendant du SIMOUV ?

C'est une très mauvaise nouvelle qui met un coup d'arrêt aux projets d'extension de la gratuité et qui fait peser un très gros risque sur la pérennité du dispositif actuel.

Dans un bassin de vie où les questions de mobilités sont cruciales pour poursuivre ses études ou pour trouver un emploi, prendre une telle décision va pénaliser des milliers de jeunes.

Les conseillers régionaux de la délégation écologiste du Groupe Pour le Climat et Pour l'Emploi, Karima Delli et Julien Poix demandent à la Région de revenir sur cette décision : « A aucun moment ce retrait a fait l'objet d'un débat lors des séances du Conseil régional des Hauts-de-France. Cette décision est arbitraire, injuste socialement et elle est un contre-sens écologique à l'heure où les Zones à Faibles Émissions vont se déployer dans plusieurs arrondissements de la Région .Nous demandons d'urgence l'annulation de cette décision qui s'apparente à un abandon en rase campagne laissant les agglomérations face à une dépense supplémentaire imprévue. La Région, en tant qu'autorité organisatrice des mobilités doit respecter ses engagements pour favoriser le report modal vers les transports en commun et le TER. Cet abandon de poste doit nous alerter : il laisse présager « une marée-basse budgétaire » conséquence directe du budget ultra-austéritaire que prépare le gouvernement Barnier. Les mobilités durables et les usagers des transports vont en payer indirectement la lourde addition ».

Karima Delli, Présidente du Groupe Pour le Climat et Pour l'Emploi, conseillère régionale membre de la commission Transports.

Julien Poix, conseiller régional membre de la commission Transports

Délégation écologiste
Groupe "Pour le climat, pour l'emploi"
Conseil régional des Hauts-de-France
151 avenue du Président Hoover

Contact presse : ecologistes@hautsdefrance.fr - tel. 03.74.27.56.32